



## ACCORD DE SIEGE

---

INTERVENU

ENTRE

**L'ALLIANCE MONDIALE DES SPORTS  
(AMS)  
ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE**

ET

**LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

---



## Préambule :

Le Gouvernement de la République Centrafricaine et le Bureau de Liaison de l'Organisation Intergouvernementale Alliance Mondiale des Sports ;

Désireux de définir le statut juridique de l'Alliance Mondiale des Sports sur le territoire de la République Centrafricaine, ainsi que les conditions d'exercice de ses activités officielles sont convenus de ce qui suit :

## Article 1 : Définitions

Aux fins du présent Accord :

1. le terme « Organisation » désigne l'Organisation Intergouvernementale Alliance Mondiale des Sports;
2. le terme « Gouvernement » désigne le Gouvernement de la République Centrafricaine;
3. le terme « Partie » désigne le Gouvernement ou l'Alliance Mondiale des Sports;
4. le terme « Représentants » désigne les Représentants des Parties;
5. l'expression « Membres du personnel » désigne le Président, le Secrétaire Général, le Chef du Bureau de Liaison et les autres membres du personnel de l'Organisation recrutés par celle-ci, employés exclusivement et rémunérés par elle;
6. l'expression « Activités officielles » désigne les Activités de l'Organisation, menées dans le cadre de ses buts;
7. le terme « Archives » désigne tous documents appartenant à l'Organisation ou détenus par elle, à savoir les dossiers, les correspondances, les manuscrits, les photographies, les films et les enregistrements;
8. le terme « Locaux » désigne les bâtiments et parties des bâtiments, acquis ou loués par l'Organisation et occupés par elle pour l'accomplissement de ses activités officielles.

## Article 2 : Personnalité juridique

Le Bureau de Liaison de l'Organisation Intergouvernementale Alliance Mondiale des Sports a la personnalité juridique. A ce titre, il a la capacité de contracter, d'acquérir, d'aliéner librement à titre gratuit ou onéreux des biens mobiliers, immobiliers et d'ester en justice.

## Article 3 : Facilités

Le Gouvernement aidera l'Organisation à acquérir ou à louer des locaux lorsque cela est nécessaire.



Toutes installations ou aménagements à faire dans les locaux relèvent de la compétence exclusive de l'Organisation.

#### **Article 4 : Fonds, monnaie fiduciaire et valeurs**

1. L'Organisation peut recevoir, détenir des fonds et avoir des comptes en toute monnaie ; elle peut en disposer librement;
2. L'organisation peut également recevoir, détenir, des valeurs mobilières et en disposer librement, sous réserve des dispositions nationales en vigueur, notamment en matière de contrôle des changes.

#### **Article 5 : Communications et publications**

1. En ce qui concerne ses communications officielles ainsi que la diffusion de tous ses documents, l'Organisation bénéficie d'un traitement au moins aussi favorable que celui généralement accordé sur le territoire de la République Centrafricaine à des Organisations Intergouvernementales équivalentes;
2. L'Organisation peut utiliser tous moyens de communication appropriés, y compris des messages codés ou chiffrés. Le Gouvernement n'impose aucune restriction aux communications officielles de l'Organisation, non plus qu'à la distribution de ses publications à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la souveraineté nationale et à l'ordre public.

#### **Article 6 : Drapeau et Emblème**

L'Organisation est habilitée à arborer son drapeau et son emblème sur ses locaux et véhicules de transport.

#### **Article 7 : Période de crise**

En période de crise nationale, le Gouvernement facilitera au besoin le rapatriement du personnel expatrié, les conjoints et membres des familles vivant avec lui.

#### **Article 8 : Sécurité Sociale**

L'Organisation se conforme au régime de sécurité sociale de la République Centrafricaine en ce qui concerne le traitement du personnel centrafricain.

#### **Article 9 :**

Le Gouvernement facilitera la délivrance d'un titre de séjour à tous les membres du personnel ~~expatrié~~ <sup>qui</sup> il est avisé de leur nomination;



L'Organisation transmet au Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture une liste de son personnel et de ses experts. Elle indique dans chaque cas si la personne concernée est ou non, citoyenne de la République Centrafricaine ou résidente;

Aussi, l'Organisation informe le Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture lorsqu'un membre du personnel, expert ou consultant, prend ou abandonne ses fonctions.

#### **Article 10 : Immunité de juridiction et d'exécution**

1. Dans l'exercice de ses activités officielles, l'Organisation bénéficie de l'immunité de juridiction et de l'immunité d'exécution, sauf :
  - a. en cas de flagrant délit;
  - b. lorsque le Président ou le Secrétaire Général renonce expressément à l'immunité de juridiction et d'exécution dans un cas particulier;
  - c. pour l'exécution d'une décision de justice liée au traitement et aux émoluments dus par l'Organisation à un membre du personnel;
  - d. dans le cas d'une demande reconventionnelle directement liée à une procédure entamée à titre principal par l'Organisation;
  - e. pour l'exécution d'une décision arbitrale légalement rendue.

#### **Article 11 : Les locaux et les biens de l'Organisation.**

1. Les locaux de l'Organisation sont inviolables sauf en cas de flagrant délit;
2. L'Organisation ne permettra pas que ses locaux servent de refuge à une personne qui serait recherchée pour l'exécution d'une décision de justice ou poursuivie pour flagrant délit ou contre laquelle un mandat de justice aurait été décerné ou un arrêt d'expulsion pris par les autorités de l'Etat Membre;
3. L'Organisation assure la sécurité de ses locaux;
4. Lorsque le Gouvernement est saisi de troubles dans les locaux de l'Organisation, il prend des mesures de protection et de maintien de l'ordre;
5. Les biens de l'Organisation ne peuvent être expropriés que pour cause d'utilité publique et sous réserve de paiement d'une indemnité équivalente.

#### **Article 12 : Représentants des Parties et arbitres**

1. Les représentants des Parties et les arbitres membres du Tribunal d'arbitrage jouissent durant l'exercice de leurs fonctions liées à l'Organisation, des immunités en matière pénale;
2. Toutefois, en matière civile notamment en cas d'action en réparation de dommages résultant d'un accident causé par un véhicule appartenant ou conduit par eux, aucune immunité ne s'applique;



3. Les priviléges et les immunités sont accordés aux représentants et aux arbitres dans le but d'assurer, en toute indépendance, l'exercice de leurs fonctions au sein de l'Organisation;
4. Le Gouvernement peut lever l'immunité accordée à tout national, représentant ou arbitre, lorsqu'il estime que cette immunité empêcherait la bonne administration de la justice et lorsqu'elle peut être levée sans nuire aux buts pour lesquels elle a été accordée.

### **Article 13 : Archives**

Les archives de l'Organisation sont inviolables ; sauf pour les besoins d'une procédure judiciaire touchant l'ordre public, la paix et la sécurité de l'Etat.

### **Article 14 : Privilège**

Exonération des droits et taxes dus à l'importation et à l'exportation :

1. L'Organisation est exonérée des droits de douane et autres taxes dus en raison de l'importation ou de l'exportation des matériels nécessaires à l'exercice de ses activités officielles y compris des véhicules de service;
2. Les exonérations d'impôts, taxes et droits de douane ne s'appliquent pas aux achats et aux importations de biens destinés à l'usage privé des membres du personnel.

### **Article 15 : Changement de destination des biens**

1. Les biens acquis ou importés ne peuvent être destinés qu'à l'usage pour lequel l'exonération a été accordée. Ils ne peuvent être cédés sur le territoire de la République Centrafricaine qu'après acquittement de taxes et de droits de douane auxquels ils sont normalement soumis;
2. La valeur du bien et le montant des taxes et droits de douane à prendre en considération sont ceux existants à la date du changement de destination du bien; dans les conditions approuvées à l'Alliance Mondiale des Sports, les membres du personnel seront soumis au profit de l'Organisation à un impôt interne effectif sur les traitements, émoluments et indemnités versés par celle-ci. A compter de la date à laquelle cet impôt sera appliqué, lesdits traitements, émoluments et indemnités seront exemptés d'impôts sur le revenu. Cette exonération ne s'applique pas aux rentes et pensions versées par l'Organisation. Le Gouvernement peut tenir compte des traitements, émoluments et indemnités tels qu'indiqués ci-dessus pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur le revenu d'autres sources;
3. L'Organisation remet chaque année à chaque membre du personnel une fiche spécifiant le montant du traitement, des émoluments et indemnités qu'elle lui a versés au cours de l'année précédente.



Republique Centrafricaine et l'AMS



## Article 16 : Coopération.

L'Organisation collabore à tout moment avec les autorités compétentes afin d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les priviléges, immunités et facilités, prévus dans le présent Accord. Aucune disposition du présent Accord ne porte préjudice au droit du Gouvernement de prendre les mesures qu'il estime utiles à la sécurité nationale et à la sauvegarde de l'ordre public.

## Article 17 : Règlement des différends

Tout différend surgissant entre le Gouvernement et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent Accord ou toute question affectant les relations entre le Gouvernement et l'Organisation sera réglé par voie de négociation. A la demande de l'une ou l'autre des parties, il sera fait appel à un arbitrage Ad Hoc, si aucune entente n'a pu être conclue entre elles, dans les six (6) mois suivant le début des négociations.

## Article 18 : Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur à la date de signature par les Parties.

## Article 19 : Amendements

Le présent Accord peut être révisé à la demande de l'une ou l'autre partie. Pour ce faire, les deux parties se consultent sur les modifications qu'il conviendrait d'apporter aux dispositions de l'Accord.

## Article 20 : Dénonciation, Résiliation

Le présent Accord peut être dénoncé ou résilié à tout moment par l'une ou l'autre des parties en notifiant par écrit à l'autre partie, son intention d'y mettre fin, après un préavis de six (6) mois.

**SIGNÉ à Bangui, République Centrafricaine, le 28<sup>e</sup> jour d'août 2012, en deux (02) exemplaires originaux, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.**

**POUR ET AU NOM DU GOUVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**



Pour S.E. Général Antoine GAMBI,  
Ministre des Affaires Étrangères  
et des Centrafricains de l'Étranger



**POUR ET AU NOM DE L'ALLIANCE  
MONDIALE DES SPORTS**



Dr Gilles KLEIN  
Secrétaire Général



Août 2012



# HOST SITE AGREEMENT

ENTERED INTO

BETWEEN

**WORLD SPORTS ALLIANCE (WSA)  
INTERGOVERNMENTAL ORGANISATION**

AND

**THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**



**Preamble:**

The Government of the Central African Republic and the Liaison Office of the Intergovernmental Organization World Sports Alliance;

Wishing to define the legal status and the privileges and immunities on the territory of the Central African Republic for the Organization itself and for its staff members carrying out their activities on that territory, parties have agreed as follows:

**Article 1: Definitions**

For the purpose of this agreement:

1. The term «Organization» means the World Sports Alliance Intergovernmental Organization;
2. The term «Government» means the Government of the Central African Republic;
3. The term «Party» means both the Government or the World Sports Alliance;
4. The term «Representatives» means the representatives of both Parties;
5. The expression «Staff Member» means the President, the Secretary General, the Head of the Liaison Office and the other Staff Members recruited by the Organization who are employed exclusively by it, paid by it, and subject to the Organizations' Staff Regulations;
6. The expression «Official Activities» means the activities carried out by the Organization within the framework of its objectives as defined;
7. The term «Archives» means all documents belonging to or held by the Organization, such as records, correspondence, manuscripts, photographs, films and recordings;
8. The term «Premises» means the buildings and parts of the buildings, including land on which technical equipment has been installed, acquired or leased by the Organization and occupied by it for the sole purpose of exercising its official activities.

**Article 2: Legal Capacity**

The Liaison Office of the World Sports Alliance Intergovernmental Organization holds legal capacity. In this regard, it has the capacity to contract, to acquire and to freely alienate goods and real estate, on a gratuitous or non-gratuitous basis and to be party to legal proceedings.

**Article 3: Premises**

The Government will assist the Organization in the acquisition or renting of premises at such time as may be needed;



All installations and renovation to be made within the premises fall under the exclusive competence of the Organization.

#### **Article 4: Funds, Currency and Securities**

1. The Organization may receive and hold funds, and may have bank accounts in any currency; it may dispose freely thereof to meet its commitments;
2. The Organization may also receive, hold and freely dispose of transferable securities, subject to national legislation in force, including regulations governing exchange controls.

#### **Article 5: Communications and Publications**

1. With regard to its official communications and the distribution of all its documents, the Organization shall enjoy treatment not less favorable than that generally granted in the Central African Republic to equivalent Intergovernmental Organizations. The Organization may employ all appropriate means of communication, including messages both in code and cipher;
2. The Government shall not impose any restrictions on the official communications of the Organization or on the circulation of its publications as long as it doesn't go against national sovereignty or law and order.

#### **Article 6: Flag and Emblem**

The Organization shall be entitled to display its flag and emblem on the premises and means of transport of the Organization.

#### **Article 7: National Crisis**

In case of national crisis, the Government facilitates, if so required, the repatriation of the expatriate Staff Members, their spouse and all family members living with them.

#### **Article 8: Social Security**

The Organization will adjust its social security benefits regarding local employees to the regulations governing the national social system of the Central African Republic.

#### **Article 9:**

The Government will assist and facilitate in the acquisition of residence permits for all expatriated Staff Members as soon as their nomination is announced;



The Organization transmits to the Minister of Youth, Sports, Arts and Culture, a list that indicates its staff and experts. It indicates, in each case, if each concerned person is or is not citizen or resident of the Central African Republic;

In addition, the Organization informs the Minister of Youth, Sports, Arts and Culture when a Staff Member, expert or advisor, takes up or relinquishes his or her duty.

#### **Article 10: Immunity from Jurisdiction and Execution**

1. In the exercise of its official activities the Organization shall have immunity from jurisdiction and immunity from execution, except in the following cases:
  - a. in case of flagrant offence;
  - b. when the President or the Secretary General expressly waives such immunity from jurisdiction or immunity from execution in a particular case;
  - c. for the enforcement of a jurisdictional judgment pursuant to the salaries and emoluments owed by the Organization to a Staff Member;
  - d. in respect of a counter-claim directly related to proceedings initiated by the Organization;
  - e. for the enforcement of an arbitration award legally issued.

#### **Article 11: Premises and Goods of the Organization**

1. The premises of the Organization shall be inviolable, except in case of flagrant offence;
2. The Organization shall not allow its premises to be used as a place of refuge by any person wanted in connection with the enforcement of a judicial decision against him or for flagrant offence, or by any person against whom a judicial warrant or expulsion order has been issued by the Central African Republic;
3. The Organization shall ensure the security of its premises;
4. In case that the Government is requested, due to disorder in the premises of the Organization, it shall take the necessary security measures for the protection of and the maintenance of public order;
5. The goods of the Organization cannot be expropriated except for reason of public interest, and subject to prompt payment of a fair compensation.

#### **Article 12: Representatives of Parties and Arbitrators**

1. The representatives of Parties and the arbitrators who are members of the arbitration Court shall enjoy, while performing their duties in relation to the work of the Organization, immunity from jurisdiction;
2. This immunity shall not, however, apply in the case of a traffic offence committed by such persons or in the case of a lawsuit for damages resulting from an accident caused by a vehicle belonging to or driven by them;



3. Privileges and immunities are granted to the representatives and to the arbitrators to ensure complete independence in the exercise of their duties in the service of the Organization;
4. The Government may waive the immunity granted to any of its nationals, being a representative or arbitrator, where in the Government's opinion the immunity would impede the course of justice and when it can be waived without prejudice to the purposes for which it was granted.

### **Article 13: Archives**

The archives of the Organization shall be inviolable wherever located, except for the needs of a legal procedure related to public order, peace and national security.

### **Article 14: Privileges**

Exemption from Import and Export Duties and Taxes:

1. The Organization shall be exempt from the customs duties and other taxes due by reason of importation or exportation of the necessary materials for the exercise of its official activities including vehicles;
2. These exemptions shall not apply to taxes and duties for purchasing or importing goods intended for the personal use of Staff Members;

### **Article 15: Change in intended use of Goods**

1. Goods acquired or imported may not be used for any purpose other than that for which the exemption was granted. They may not be sold or given away in the Central African Republic, unless the customs duties and taxes to which they are normally subject are first paid;
2. The value of the item and the amount of the customs duties and taxes to be taken into consideration shall be those applying on the date on which the intended use of that item is charged. According to the conditions approved at the World Sports Alliance, the Staff Members shall pay to the Organization an effective internal tax on the salaries, emoluments and allowances paid by the Organization. From the date on which that internal tax is applied, the said salaries, emoluments and allowances shall be exempt from income tax. This exemption shall not apply to annuities and pensions paid by the Organization. The Government may take account of the above-mentioned salaries, emoluments and allowances when calculating the amount of tax to be levied on income from other sources;
3. Each year the Organization shall distribute to each Staff Member a statement indicating the amount paid to him by the Organization over the past year as salary, emoluments and allowances.





## Article 16: Cooperation

The Organization shall cooperate at all times with the appropriate authorities in order to prevent any abuse of the privileges, immunities and facilities provided for in this Agreement. The right of the Government to take the measures it deems necessary for national security and the maintenance of public order shall not be prejudiced by any provision in this Agreement.

## Article 17: Conflict Resolution

Any dispute between the Government and the Organization concerning the interpretation or application of this Agreement or any question affecting the relations between the Government and the Organization will be settled through negotiation. At the request of either of the Parties, if no mutual agreement could be reached six (6) months after the start of the negotiations, the dispute will be referred to Ad hoc arbitration.

## Article 18: Entry into Force

This Agreement shall enter into force at the date of its signature by the Parties.

## Article 19: Amendments

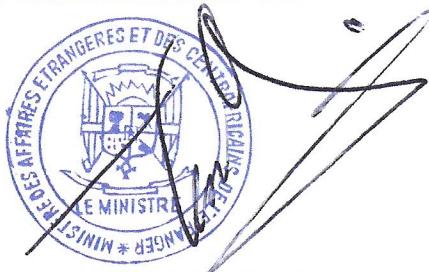
This Agreement may be amended at the request of either party. To this end, both Parties shall consult each other on the appropriate amendments to be made to the provisions of this Agreement.

## Article 20: Denunciation and Termination

This Agreement may be denunciated or terminated by both Parties by informing the other in writing of its intention to do so, subject to a prior notification of six (6) months.

SIGNED in Bangui, Central African Republic, on this 28<sup>th</sup> day of August, 2012, in two (2) original copies, in the French and English languages, both texts being legally authentic.

FOR AND ON BEHALF OF THE GOVERNMENT  
OF THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC



On behalf of H.E. General Antoine GAMI,  
Minister of Foreign Affairs and  
of Central Africans Abroad

*[Handwritten signature of General Antoine GAMI]*  
Host Site Agreement  
Central African Republic and WSA



Dr. Gilles Klein  
Secretary-General

